

1. Introduction

Les présentes Conditions générales (CG) règlent la relation entre le client et PostFinance SA (PostFinance). Dans les présentes CG, toutes les désignations de personnes se rapportent aux personnes des deux sexes, ainsi qu'à des groupes de personnes.

Certains produits ou prestations sont régis par d'autres documents contractuels, tels que des règlements, des conditions de participation, des conditions, des manuels, des descriptions de produits et des brochures. Ces dispositions s'appliquent en sus de celles contenues dans les présentes CG et priment sur celles-ci.

2. Contrôle de la légitimation

Le client est tenu de conserver soigneusement ses documents en rapport avec la relation d'affaires entretenue avec PostFinance et de prendre toutes les mesures de sécurité susceptibles de diminuer le risque d'un accès non autorisé ou d'un abus. S'il constate des irrégularités, il en informe sans tarder PostFinance. Le client est responsable des dommages imputables à une violation de cette obligation de diligence.

PostFinance contrôle la légitimation du client ou de son représentant avec la diligence usuelle en affaires. Elle prend les mesures techniques et organisationnelles adéquates pour identifier et empêcher les abus.

3. Procurations

Le client peut se faire représenter vis-à-vis de PostFinance par des tiers pour l'ensemble de la relation commerciale ou pour l'utilisation de certaines prestations. La procuration revêt un caractère obligatoire jusqu'à sa révocation. Elle ne s'éteint notamment pas en cas de décès, de déclaration d'absence, de perte de l'exercice des droits civils ou de faillite du mandant.

La radiation du droit de signature d'un mandataire selon le formulaire «Procuration» n'entraîne pas forcément l'extinction de son autorisation à utiliser les offres de prestations numériques. Le client devra annuler séparément cette autorisation.

4. Jours ouvrables bancaires

Dans les relations d'affaires avec PostFinance, les samedis et dimanches, ainsi que les jours fériés légalement reconnus, ne sont pas considérés comme des jours ouvrables.

5. Ordres et erreurs de comptabilisation

Lorsqu'un client lui donne un ordre, PostFinance l'exécute, pourvu que les conditions soient remplies (p. ex. avoir en compte suffisant, non-dépassement des limites fixées par PostFinance, respect d'éventuels délais de préavis, légitimation, absence de signes d'abus, respect des dispositions légales et réglementaires).

Au cas où, suite à l'inexécution, à l'exécution en retard ou imparfaite d'ordres, le client subit des dommages qui ne lui sont pas imputables, PostFinance répond en cas de faute légère seulement de la perte des intérêts. Les taux d'intérêt de PostFinance sont déterminants pour le calcul de la perte.

Le client est responsable des conséquences d'ordres libellés de manière imprécise, incomplète ou erronée.

6. Contestations

Le client est tenu d'adresser les contestations relatives à la relation d'affaires sans tarder, au plus tard dans un délai fixé le cas échéant par PostFinance. Ceci s'applique en particulier à l'exécution d'ordres et à la réception/non-réception de documents clients tels que des extraits de compte ou de dépôt. Lorsque les contestations du client ne sont pas remises en temps utile, celui-ci peut être tenu de supporter les dommages y afférents.

7. Limite de découvert

Si les conditions sont remplies (p. ex. contrôle de solvabilité positif, crédits réguliers), PostFinance peut octroyer une limite de découvert pendant un mois au maximum. En cas de dépassement de la limite (en temps ou en montant), PostFinance est en droit de bloquer le compte à tout moment et sans préavis.

8. Communication avec le client et traitement des données

Le client consent à ce que la communication s'effectue par courrier,

téléphone, et, dans la mesure où cela est autorisé par la loi, aussi par des canaux électroniques (p. ex. canaux vidéo et audio, e-mail, des canaux électroniques (p. ex. canaux vidéo et audio, e-mail, etc.) aux adresses que le client utilise vis-à-vis de PostFinance, qu'il lui a transmises, ou qui sont connues par cette dernière.

PostFinance peut enregistrer et exploiter les communications avec le client liées à la relation d'affaires; ceci notamment dans le but de lutter contre les abus ainsi qu'à des fins de preuve et de formation.

PostFinance peut en outre utiliser les données collectées dans ce contexte pour le suivi de la relation d'affaires, aux fins d'études de marché et de prospection du marché.

PostFinance publie des informations plus amples concernant les canaux de communication utilisés, leurs risques et les possibilités d'opposition sous [postfinance.ch/mentions-legales](https://www.postfinance.ch/mentions-legales).

9. Conditions

PostFinance fixe les prix (commissions, y compris les commissions, sur avoirs, taxes, frais, etc.) et les taux d'intérêt (y compris d'éventuels taux d'intérêt négatifs) pour ses produits et prestations. Elle se réserve le droit de les adapter à tout moment en fonction de la situation sur le marché monétaire et financier, du renchérissement et de toute autre modification de prix. PostFinance peut débiter les prix, les intérêts, les taxes et les frais directement du compte du client. Les impôts et autres taxes supplémentaires ainsi que les éventuels frais de tiers sont à la charge du client.

PostFinance fixe le moment de l'inscription au crédit ou au débit (date de valeur) des intérêts et des prix ainsi que le moment à partir duquel ou jusqu'auquel le calcul des intérêts est effectué. Les dépôts et les retraits en cours d'année sont pris en compte pro rata temporis pour le calcul des intérêts.

Les prix, les adaptations de prix et l'introduction de nouveaux prix sont annoncés au client de façon appropriée et entrent en vigueur au moment indiqué. Les taux d'intérêt et leurs modifications sont publiés sur le site web de PostFinance et entrent en vigueur au moment indiqué sans communication particulière au client.

En cas de contestation, le client est en droit de résilier le produit ou le service en question avec effet immédiat à compter de la communication. Ladite résiliation doit intervenir dans un délai maximal d'un mois. Dans le cas d'une telle résiliation, le client ne subit aucun préjudice en matière de délais de résiliation ou de retrait.

10. Monnaies étrangères

Les contreparties correspondant aux avoirs en monnaie étrangère sont placées, au nom de PostFinance mais aux frais et risques du client, auprès des banques correspondantes situées dans la zone monétaire concernée ou en-dehors de celle-ci. Le client supporte proportionnellement les conséquences économiques et juridiques d'éventuelles mesures administratives touchant l'avoir de PostFinance dans le pays de la monnaie ou du placement.

En principe, les montants en monnaie étrangère sont crédités ou débités sur le compte indiqué par le donneur d'ordre du paiement, indépendamment de la monnaie utilisée. PostFinance peut créditer le paiement entrant en faveur du client sur son compte en monnaie étrangère, dans la mesure où celui-ci est dans la monnaie indiquée.

La conversion d'une monnaie d'origine dans une autre monnaie a lieu au cours fixé et publié par PostFinance pour le mode de paiement choisi, au moment où PostFinance exécute la transaction. Les éventuels risques de change (p. ex. en cas de réinscription au crédit du compte suite au rejet de l'ordre/au retour du montant, panne de système et/ou suspension de la transaction en cas d'événements imprévus sur le marché) sont supportés par le client.

Si l'établissement financier du destinataire d'un paiement à l'étranger ne dispose pas de compte libellé dans la monnaie de l'ordre du paiement, PostFinance peut procéder à une conversion dans la monnaie du pays de l'établissement en question.

11. Incapacité d'exercer les droits civils

Le client doit supporter le dommage lié à son incapacité ou à celle de son représentant d'exercer les droits civils, à moins que PostFinance n'ait été informée au préalable et par écrit de la perte de l'exercice des droits civils ou de la faculté à conclure en son propre nom et dans son intérêt des transactions bancaires.

12. Relation d'affaires avec plusieurs personnes

Si plusieurs personnes entretiennent en commun des relations d'affaires, elles répondent solidairement envers PostFinance des engagements qui en résultent.

Les paiements sur un compte tenu par plusieurs personnes peuvent être inscrits au crédit de ce compte commun, même si l'expéditeur souhaite verser le montant en faveur d'un seul titulaire du compte.

13. Obligation d'informer

Le client est tenu de communiquer immédiatement à PostFinance toute information pertinente pour la relation d'affaires et toute modification de ces informations, par exemple: nom, adresse ou adresse de correspondance, domicile/siège, nationalité, ayants droit économiques et représentants, statut «U.S. Person», révocation de procurations ou de droits de signature octroyés, perte de l'exercice des droits civils du client ou de son représentant.

Le client est tenu de respecter son obligation d'informer par écrit, à moins que PostFinance n'accepte d'autres canaux de communication, en général ou par convention avec le client.

Le client répond du maintien du contact avec PostFinance. Si des informations pertinentes pour la relation d'affaires font défaut à PostFinance, les dispositions concernant les avoirs sans contact et en déshérence s'appliquent. Vous trouverez de plus amples informations à ce sujet sous postfinance.ch/mentions-legales.

Les communications de PostFinance sont considérées comme venues lorsqu'elles ont été envoyées à la dernière adresse connue, rendues publiques ou transmises via un autre canal de communication approprié.

14. Obligations légales et autres, restrictions des prestations

PostFinance peut prendre des mesures pour le respect ou la mise en œuvre des prescriptions légales ou réglementaires, des accords ou sanctions internationaux, des conventions entre PostFinance et des tiers, afin de garantir une relation d'affaires irréprochable ou pour assurer la compliance ou la sécurité internes. En particulier, dans ce genre de cas, PostFinance peut restreindre l'accès à des prestations et produits, limiter la mise à disposition sans donner de justification, annoncer l'existence de la relation d'affaires aux autorités compétentes ou y mettre fin, adapter les conditions, facturer des frais supplémentaires et/ou prendre d'autres mesures avec effet immédiat.

Sur demande, le client est tenu de communiquer à PostFinance tous les renseignements et lui transmettre les documents justificatifs requis dont celle-ci a besoin pour remplir ses obligations légales et réglementaires ou pour que la relation d'affaires soit irréprochable.

Le client répond seul du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à sa personne (p. ex. l'obligation de déclarer et de payer les impôts).

15. Protection des données, confidentialité, secret bancaire

PostFinance, ses organes, employés et mandataires sont soumis à diverses obligations de confidentialité sur la base de la protection des données, du secret bancaire et d'autres prescriptions. Elle veille, par des mesures appropriées, à assurer la protection des données et le respect des obligations de confidentialité applicables.

Toutefois, le client délègue PostFinance, ses organes, employés et mandataires de ces obligations de confidentialité dans les cas suivants:

a) Pour préserver des intérêts légitimes de PostFinance ou du client, en particulier:

- lorsque le client et/ou d'autres personnes impliquées dans la relation d'affaires ou participant aux valeurs patrimoniales, telles que des ayants droit économiques, engagent envers PostFinance (y compris en tant que partie tierce) des procédures légales, déposent des plaintes pénales ou d'autres communications aux autorités, ou menacent de le faire;
- pour garantir ou faire valoir les prétentions de PostFinance à l'encontre du client ou des tiers impliqués dans la relation d'affaires et réaliser les sûretés du client ou de tiers (dans la mesure où les sûretés de tiers ont été fournies en garantie de prétentions contre le client);
- pour le recouvrement de créances à l'encontre du client;
- en cas d'accusations à l'encontre de PostFinance dans la sphère publique ou les médias de la part du client ou d'autres personnes impliquées dans la relation d'affaires ou participant aux valeurs patrimoniales;
- pour l'observation des obligations légales d'informer ou de signaler;

- pour l'accomplissement de ses devoirs de diligence, afin que PostFinance puisse obtenir des renseignements concernant le client auprès de tiers;
- pour des contrôles de solvabilité et des recherches de PostFinance auprès de centres d'informations de crédit et d'autorités en Suisse et à l'étranger;
- en cas de recherches liées aux avoirs en déshérence;
- en cas de recherches liées à des transactions erronées sur un compte chez PostFinance ou auprès d'une banque tierce.

b) Pour l'exécution de transactions

Dans la mesure où cela est nécessaire pour l'exécution de transactions et prestations nationales ou transfrontalières (p. ex. trafic des paiements, achat, dépôt et retrait, conservation et vente de titres ou valeurs en dépôt, commerce de devises et métaux précieux, transactions avec produits dérivés/OTC). Afin que PostFinance soit en mesure d'exécuter ces transactions ou prestations, le client l'autorise et la charge de divulguer les données nécessaires à des tiers en Suisse et à l'étranger impliqués dans ces transactions et prestations. Ceci s'applique en particulier aussi en cas d'exécution de transactions pour compléter les coordonnées du bénéficiaire dans e-finance ou pour des renseignements au guichet. PostFinance peut en outre divulguer des données client à des banques et à une sélection de clients importants, afin d'assurer un déroulement irréprochable du trafic des paiements. Des banques, prestataires de services de paiement, bourses, courtiers, référentiels centraux, organes d'exécution et sous-dépositaires, émetteurs ou autorités, ainsi que leurs représentants peuvent notamment être des tiers. L'autorisation a en outre pour finalité le respect des lois, de la réglementation et des normes en matière de compliance, des dispositions contractuelles et des usages d'entreprise et commerciaux.

Le client prend acte du fait que l'obligation de confidentialité n'est plus soumise au droit suisse en cas de traitement de données à l'étranger et sort du domaine d'influence de PostFinance. PostFinance n'est par exemple pas en mesure d'exclure un éventuel accès des autorités ou de tiers aux données du client en cas de prestations transfrontalières, comme dans le cadre du trafic des paiements via SWIFT.

PostFinance publie de plus amples informations concernant ses pratiques en matière de transmission et de gestion des données client sous postfinance.ch/mentions-legales.

16. Recours à des tiers / externalisation d'activités (outsourcing)

PostFinance est en droit de recourir à des tiers en Suisse et à l'étranger pour la fourniture de ses prestations ainsi que pour des études de marché et la prospection du marché.

La liste des principales activités externalisées peut être consultée sous postfinance.ch/mentions-legales.

Dans la mesure où PostFinance recourt à des tiers ou externalise des activités, le client consent à ce que des données client soient transmises et traitées par ces tiers pour autant que la collaboration l'exige. PostFinance est tenue de procéder de manière rigoureuse à une sélection, une instruction (notamment concernant la confidentialité) et un contrôle des prestataires de service.

17. Analyse des données client

Le client accepte que PostFinance évalue les données client mises à sa disposition et les données provenant de sources tierces (p. ex. registres publics) en recourant à des moyens techniques. PostFinance peut en outre utiliser les données client afin de créer et traiter des profils.

L'analyse ainsi que les profils servent à améliorer en continu les prestations et à assurer la qualité ainsi que, dans le cadre de la relation avec le client individuel, à activer des indications de suivi et à lui soumettre des offres adaptées à ses besoins.

Par ailleurs, PostFinance peut obtenir et traiter des données biométriques, des données de déplacement et de transactions et des profils du client afin de le protéger et de se protéger elle-même contre des abus ou des activités illicites. Si, dans ce cadre, PostFinance ne respecte pas la diligence usuelle en affaires, elle est responsable du dommage direct causé.

De plus amples informations concernant l'analyse des données client sont publiées sous postfinance.ch/mentions-legales.

18. Droit d'invoquer la compensation, droit de gage et de rétention

PostFinance a, pour toutes ses créances existantes et futures provenant des transactions commerciales avec le client, quelle que soit leur

échéance ou la monnaie, le droit d'invoquer la compensation et un droit de gage sur toutes les valeurs patrimoniales qu'elle conserve elle-même ou auprès de tiers pour le compte du client. Pour les créances futures, PostFinance a le droit de retenir des valeurs patrimoniales correspondantes. Le droit de gage de PostFinance prend effet avec la créance. Dès que le client est en demeure de fournir sa prestation, PostFinance est en droit de réaliser les gages par voie de poursuite ou de gré à gré.

19. Durée et résiliation

a) Dispositions générales

La relation d'affaires entre le client et PostFinance est conclue pour une durée indéterminée. La relation d'affaires ou certains produits ou prestations peuvent être résiliés à tout moment par écrit par les deux parties contractantes, sous réserve des dispositions énoncées à la lettre b) et à défaut de conventions divergentes. Il peut être dérogé à l'exigence de la forme écrite dans des cas particuliers lorsque PostFinance autorise la résiliation par d'autres moyens de communication (p. ex. communication numérique).

En cas de résiliation de certains produits ou prestations ou de l'ensemble de la relation d'affaires, ou si PostFinance n'est plus en mesure de conserver des valeurs patrimoniales et des avoirs déposés pour des raisons légales, réglementaires, liées aux produits ou autres, le client est tenu de communiquer à PostFinance, sur demande, où ces valeurs patrimoniales et avoirs doivent être transférés. Si le client omet de communiquer ces informations même après l'octroi d'un délai supplémentaire et approprié fixé par PostFinance, PostFinance peut, aux frais du client, liquider ces valeurs patrimoniales et avoirs, les déposer, les livrer physiquement ou faire parvenir au client sous une forme appropriée le produit ainsi que les avoirs résiduels à sa dernière adresse connue.

b) Dispositions particulières relatives au service de base

PostFinance peut exclure des clients de l'utilisation des prestations du trafic des paiements selon la législation postale (service de base) si des dispositions nationales ou internationales sont contraires à la fourniture des prestations ou que de graves dommages sur le plan juridique ou en termes de réputation risquent d'être occasionnés.

Une exclusion complète ou partielle d'un client des prestations mentionnées est notamment possible:

- si PostFinance ou ses collaborateurs devaient, dans le cadre de l'exécution du mandat de service de base par rapport au client concerné, aller à l'encontre de sanctions ou d'accords internationaux, de prescriptions légales, de dispositions réglementaires ou de décisions des autorités publiques;
- si l'utilisation de ses prestations par le client engendre des risques financiers considérables pour PostFinance;
- si la surveillance de la relation client en vue de remplir ses obligations de diligence engendrait des coûts disproportionnés pour PostFinance (p. ex. en raison d'une mauvaise coopération du client);
- si le client refuse la collaboration nécessaire afin de remplir les obligations de diligence, ou que, sciemment, il ne la facilite pas ou la rend impossible;
- si le comportement du client devait se révéler abusif, déloyal, autrement illicite ou punissable, par exemple en cas de phishing, de valeurs patrimoniales non déclarées ou d'activité d'intermédiaire financier non autorisée;
- s'il existe des soupçons que des valeurs patrimoniales acquises proviennent d'un acte déloyal, illicite ou punissable;
- en cas de violence ou de menaces de sérieux préjudices vis-à-vis de PostFinance ou de ses collaborateurs;
- si un solde négatif n'a pas été compensé malgré plusieurs mises en demeure.

20. Droit applicable et for

Dans les limites de la loi, tous les rapports juridiques entre le client et PostFinance sont soumis au droit matériel suisse. Sous réserve de dispositions légales impératives contraires, le for exclusif pour toute procédure est Berne. Sauf disposition contraire, Berne est également le lieu d'exécution. Pour les clients qui ne sont pas domiciliés en Suisse ou n'ont pas leur siège en Suisse, le lieu d'exécution est également le for de poursuite.

Avant de saisir les tribunaux ordinaires, le client a la possibilité de s'adresser à l'Ombudsman aux fins de conciliation.

21. Modifications

PostFinance se réserve le droit de modifier à tout moment les prestations proposées et peut modifier à tout moment les présentes CG ainsi que les

autres éléments de contrat, tels que les règlements, conditions de participation, manuels, descriptions de produits et brochures. Les modifications des CG, des règlements et conditions de participation sont annoncées au préalable par un moyen approprié, avec indication de la date d'entrée en vigueur. Elles sont considérées comme acceptées si le client ne résilie pas la relation contractuelle dans un délai d'un mois. Les modifications de manuels, descriptions de produits, brochures et autres sont publiées sur le site web de PostFinance et entrent en vigueur à partir de leur publication, sans communication particulière au client.

© PostFinance SA, 2020